

**MARCHE PUBLIC DE  
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES « BATIMENTS »  
POUR DES OPERATIONS IMMOBILIERES AU PROFIT DES SERVICES DE  
L'ÉTAT ET DE CERTAINS ETABLISSEMENTS PUBLICS SITUES EN REGION  
ILE-DE-FRANCE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**Relatif aux prestations de**

**Coordination Sécurité et Protection de  
la Santé (CSPS)**

**LOT 2**

Référence : **DAE\_2026\_PI\_execution**

## SOMMAIRE

### Table des matières

Article 1 – Nature – Objet – Dispositions générales.....	3
1.1 Préambule .....	3
1.2 Niveaux de compétence .....	3
1.3 Textes de références .....	4
1.4 Qualité environnementale et innovation.....	5
Article 2 – Modalités générales d'exécution de la prestation .....	6
2.1 Contenu de la mission .....	6
2.2 Processus d'exécution de la mission .....	7
2.3 Désignation du coordonnateur SPS (CSPS) .....	7
2.4 Autorité du coordonnateur SPS .....	8
2.5 Moyens mis à disposition du coordonnateur SPS par le MOA.....	9
2.6 Dispositions d'autorisation d'accès au chantier (tous niveaux de mission).....	10
2.7 Risques sanitaires .....	11
2.8 Amiante et autres produits dangereux .....	11
2.9 Utilisation du BIM.....	11
Article 3 – Missions du coordonnateur SPS – (Grille forfaitaire).....	11
3.1 Phase de conception .....	12
3.1.1 Phase Esquisse – Diagnostic – UO CSPS 1-1 .....	12
3.1.2 Phase avant-projet sommaire – UO CSPS 1-1 .....	12
3.1.3 Phase avant-projet définitif – UO CSPS 1-1.....	12
3.1.4. Phase PRO – DCE – UO CSPS 1-2 .....	13
3.2 Phase préparation et exécution .....	14
3.2.1 Phase préparation de chantier - Préparation des interventions des entreprises - UO CSPS 2-1	14
3.2.2 Phase exécution - UO CSPS 2-2 .....	15
3.3 Phase réception et parfait achèvement - UO CSPS 3.....	16
3.3.1 Phase de réception des travaux .....	16
3.3.2. Phase post réception : levée de réserves et garantie de parfait achèvement.....	16
Article 4 – Prestations Complémentaires – (BPU) .....	17
4.1 Coût horaire / demi-journée / journée – UO 1.1 à 1.3 (BPU) .....	17
4.2 Plan de prévention ou visite complémentaires – UO 2 (BPU) .....	17
4.3 Hypothèse de reprise de la mission suite à défaillance – UO 3 (BPU) .....	17
Article 5 – Disponibilité, délais d'intervention, livrables et pénalités associées .....	17
5.1 Disponibilité et temps de présence.....	17
5.2 Délais d'intervention et pénalités associées .....	18

# Article 1 – Nature – Objet – Dispositions générales

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les missions confiées au coordinateur sécurité et protection de la sante, CSPS, les conditions d'exécution ainsi que les modalités techniques de mise en œuvre.

## 1.1 Préambule

L'accord-cadre a pour objet les prestations intellectuelles travaux sur des sites en Ile-de-France de : Contrôleur Technique, Coordination SPS, OPC, CSSI et conseil en SSI, Conducteur d'opération, Diagnostics, Géomètre Expert et Géomètre mesurage.

Les prestataires se verront confier des missions pour la réalisation d'opérations de construction ou de réhabilitations liées au patrimoine de l'Etat et de ses Etablissements publics.

Les prestations peuvent concerner des travaux de construction neuve comme de réhabilitation dans les domaines suivants :

- Logement,
- Tertiaire/commercial,
- Restauration,
- Stockage/archives,
- Laboratoire, enseignement-recherche,
- Socio-culturel,
- Equipements sportifs et de loisirs,
- Immeuble de Grande Hauteur (IGH) / Etablissement Recevant du Public (ERP) / Code du travail
- Immeubles classés ou inscrits au sens du Code du Patrimoine

Cette liste n'est pas exhaustive mais donnée à titre d'exemple.

Les projets concernés pour les réhabilitations peuvent être de plusieurs types :

- Travaux portant sur l'isolation des immeubles,
- Des investissements visant une moindre dépendance aux énergies fossiles,
- Les interventions pour améliorer le confort d'été privilégiant les travaux aux dispositifs passifs, limitant les expositions à la chaleur et en privilégiant la ventilation naturelle,
- Les travaux de gros entretien de renouvellement, la rénovation lourde des bâtiments présentant un enjeu énergétique lourde,
- Les travaux de réaménagements liés aux nouveaux modes de travail.

Sont exclus du présent accord-cadre :

- Les opérations de travaux pour des établissements pénitentiaires
- Les marchés des Etablissements soumis à des exigences de sécurité en termes d'accès et contrôle (personnels soumis à habilitation conformément à l'IGI n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale).

## 1.2 Niveaux de compétence

Les niveaux de compétence requis du coordonnateur SPS, pour l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles R4532-1, R4532-23 à R4532-28 du Code du Travail, sont de catégorie 1, 2 ou 3. Le titulaire se doit de disposer des attestations de compétences adéquates.

Les trois catégories d'opération (au sens de l'article R 4532-1 du Code du travail) sont :

- **Catégorie 1** : opération soumise à l'obligation de constituer un collège interentreprises de Sécurité, de santé et des conditions de travail soit lorsque le chantier doit dépasser un volume de 10 000 hommes-jours et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous-traitantes inclus, est supérieur à dix s'il s'agit d'une opération de bâtiment ou à cinq s'il s'agit d'une opération de génie civil (article R 4532-77 du Code du travail) ;
- **Catégorie 2** : opération soumise à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 du Code du travail ne relevant pas de la première catégorie soit lorsque l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours (article R 4532-2 du Code du travail) ;
- **Catégorie 3** : opération soumise à l'obligation d'établir un plan général de coordination simplifié en application des articles R. 4532-52 et R. 4532-54 du Code du travail pour une opération de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la première ou à la deuxième catégorie et présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8 du Code du travail.

Nota : La ou les personnes physiques désignées par l'entreprise titulaire pour assurer la coordination sécurité et protection de la santé, ne peuvent en aucun cas, être chargées de la fonction de contrôleur technique ou d'une autre fonction dans le cadre de la même opération.

### 1.3 Textes de références

Les missions de coordination sécurité et protection de la santé sont soumises aux dispositions en vigueur et notamment :

- Le Code du travail.
- Arrêté du 25 février 2003 modifiant l'arrêté du 7 mars 1995 modifié relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément d'organismes de formation (article R.238-15 du code du travail) et modifiant l'arrêté du 3 octobre 1984 modifié relatif à la commission spécialisée en matière de prévention des risques spécifiques aux secteurs de bâtiment et des travaux publics.
- Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- Décret n° 2003-68 du 26 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du travail.
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

- Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L. 235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction, réhabilitation et rénovation publique. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité.

Pour chaque opération, le titulaire doit, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre.

Les travaux impliquent en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier.

Le titulaire accepte au titre de sa mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants (maîtrise d'ouvrage, MOE, AMO, autres prestataires intellectuels, entreprises de travaux...) durant toutes les phases de l'opération.

Le titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations faisant l'objet du présent lot.

À l'occasion de chaque bon de commande, le titulaire organise les réunions nécessaires au lancement des prestations avec le bénéficiaire, représentant de la maîtrise d'ouvrage.

#### **1.4 Qualité environnementale et innovation**

Lors de la gestion de la coactivité sous l'angle des moyens mutualisés sur le chantier, au-delà des risques SPS, le Coordonnateur prend toute mesure ou se doit d'alerter le MOE ou le MOA afin de garantir que les installations de chantier (déchets, stationnement d'engins, fluides liés au cantonnement ou autres) ne génèrent pas une pollution de type environnementale (sols, gêne sonore et/ou visuelle à l'exécution de manœuvre par engins...).

En cas d'utilisation du BIM dans l'opération, le titulaire doit formuler des observations localisées dans la maquette et mettre à disposition les livrables contractuels directement sur la plateforme collaborative BIM du projet.

La gestion et la mise à disposition du Registre Journal peut prendre la forme dématérialisée pour autant que celle-ci permette le respect des articles R4532-38 à R4532-41 du Code du travail. En début d'opération, le bénéficiaire précisera s'il souhaite un registre journal papier. Dans le silence, le titulaire devra obligatoirement mettre en place un registre journal dématérialisé.

Dans la limite des dispositions liées à l'opération de travaux identifiée par le service bénéficiaire ; le titulaire met en œuvre les points suivants :

##### Numérique :

Le titulaire met en place une politique de Green IT dans le cadre de l'exécution du marché (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

### Reprographie :

En limitant les reprographies au strict minimum et à utiliser du papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé, suivant spécification du service bénéficiaire. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Il rend compte, à la demande de la personne publique, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;

### Déplacement :

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules non motorisés ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique conformes aux normes en vigueur.

## **Article 2 – Modalités générales d'exécution de la prestation**

Il est à noter que le maître d'ouvrage peut se faire représenter par un assistant à maître d'ouvrage pour tout ou partie de ses missions. Le cas échéant, le titulaire est ainsi tenu d'exécuter ses missions en parfaite coordination avec celui-ci.

Tout manquement dans le respect de ses obligations et dans la remise des livrables suivant le calendrier prévisionnel expose le titulaire à des pénalités, telles que prévues au CCAP et à l'article 5 ci-après.

### **2.1 Contenu de la mission**

Le présent cahier des charges a pour objet de définir un ensemble de prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice de la mission de coordonnateur SPS.

Conformément à la réglementation applicable, le contenu et modalités de réalisation des prestations sont fonction de la catégorie d'opération à laquelle se rattache la mission confiée. Les 3 catégories d'opérations déterminant les niveaux de coordination de sécurité ont été rappelés ci-avant. Cette catégorie est précisée dans l'expression de besoins accompagnant la commande. Ce dernier peut prévoir des éléments de mission qui diffèrent selon les catégories et qui peuvent être différents également dans une même catégorie, d'une opération à l'autre.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants à l'acte de construire.

## 2.2 Processus d'exécution de la mission

- **Validation du maître d'ouvrage**

L'ensemble des livrables est soumis à validation de la maîtrise d'ouvrage. Chacun des éléments de mission confié fait l'objet d'une décision d'admission de la part de la Maîtrise d'ouvrage. A défaut, la rémunération afférente ne peut être versée.

- **Processus de suspension temporaire**

Outre les cas de circonstances imprévisibles prévus à l'article 24 du CCAG, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, selon les modalités décrites à l'article 4.2 du CCAP, suspendre la mission, quel que soit son état d'avancement. Dans ce cas, le titulaire doit interrompre la poursuite des prestations. Il doit néanmoins la production du(es) livrable(s) dû(s) en lien avec les tâches effectuées antérieurement à la décision de suspension, dans les conditions et délais prévus à l'article 5 du présent CCTP.

## 2.3 Désignation du coordonnateur SPS (CSPS)

Pour chaque bon de commande et afin de permettre l'exercice de la mission du coordonnateur sécurité et protection santé, le maître d'ouvrage s'engage à :

- Désigner le titulaire au commencement d'une phase qui lui est confiée.
- Donner accès au coordonnateur à toutes les réunions organisées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées.
- Lui donner accès au chantier, le prévenir en temps utile des dates de commencement des travaux de chaque corps d'état et des phases essentielles de leur exécution.
- Prendre toutes les dispositions pour faire communiquer au CSPS l'ensemble des informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission.

Pour chaque mission confiée, le titulaire a l'obligation de proposer une personne physique principale et un suppléant avec les compétences en matière de coordination SPS, dans la catégorie requise.

Le maître d'ouvrage demandera au titulaire le remplacement immédiat du coordonnateur SPS par un suppléant ou par une autre personne justifiant de la compétence requise en cas d'absence du coordonnateur principal.

Le coordonnateur doit suivre la totalité des phases de l'opération qui lui sont confiées et ne peut être remplacé à l'exception des congés, arrêts maladies ou cas de force majeure. Il est alors remplacé par son suppléant.

Tout changement de coordonnateur en cours de mission doit être préalablement validé par le maître d'ouvrage. Le procès-verbal de passation des consignes entre coordonnateurs est transmis au maître d'ouvrage ou bien suivants les cas prévus au CCAP, article 3.1.3.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée si elle n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires et/ou contractuelles. Dans ce cas, le maître d'ouvrage demande au titulaire, le remplacement immédiat du coordonnateur par une personne justifiant de la même compétence requise. Celui-ci est remplacé par le suppléant qui devient le nouveau coordonnateur titulaire. Le suppléant est à présenter dans un délai de 10

jours ouvrés suite au changement exigé. Le maître d'ouvrage dispose du même délai pour accepter ou non le suppléant proposé.

## **2.4 Autorité du coordonnateur SPS**

Le maître d'ouvrage confère au coordonnateur SPS la capacité à agir telle que définie comme suit:

- Le coordonnateur SPS fait part de ses observations via le registre journal de coordination. L'ensemble des observations est visé par les intervenants concernés. S'ils ne sont pas présents sur le chantier au moment de l'observation, le coordonnateur SPS leur transmet un mail, qui doit lui être retourné visé.
- Le maître d'ouvrage (et son AMO le cas échéant et le maître d'œuvre) sont destinataires, par mail, ou par tout autre moyen approprié, de toutes les observations portées au registre journal.
- Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par écrit, qui feront appliquer les dispositions qu'ils jugeront nécessaires dès que le délai qu'il a laissé à l'entrepreneur est échu.

En cas d'anomalie constatée en matière de coordination sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS procède :

- à une remarque verbale aux intervenants concernés présents, et mentionne l'observation dans le registre journal qu'il transmet aux intervenants, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage pour visa.
- Si le problème persiste, le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre de procéder à un arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant. Toutefois, le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard des différents intervenants et du personnel de l'établissement en exploitation où ont lieu les travaux.

En cas de risques graves et imminents, mettant en cause la vie des intervenants sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le coordonnateur SPS aura autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (engins de levage par exemple) ; au même titre que les autres acteurs de l'opération.

Le coordonnateur SPS précisera sur le registre journal :

- la date et l'heure de sa décision
- le type de travaux, la zone ou le matériel concerné
- les raisons de sa décision.

Cette décision est confirmée au responsable de l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage par mail ou lettre recommandée avec avis de réception. La décision précise le délai laissé à l'entrepreneur pour remédier à l'anomalie. Ce délai est déterminé d'un commun accord entre le coordonnateur, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur informe le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, par écrit, des mesures prises pour faire cesser cette situation dès réception de la notification de la décision mentionnée au paragraphe précédent.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne extérieure au chantier...) est présente sur le



chantier, le coordonnateur SPS a autorité avec la collaboration du maître d'œuvre pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le registre journal.

Les arrêts de travaux pourront concerner également des cas de coactivités réputées dangereuses dans le même lieu, telles que :

- l'opération de retrait d'amiante et tous autres travaux pouvant exposer à l'amiante
- l'utilisation de produits inflammables et le travail avec source d'inflammation
- des travaux de voiries et réseaux divers à proximité de travaux en façade
- la pose de charpente et couverture et tous autres travaux à l'aplomb
- des travaux dégageant des poussières ou des travaux de projection
- l'essai de fonctionnement d'installations techniques (électricité, ventilation, chaufferie) et tous autres travaux à proximité immédiate.

Cette liste ci-dessus pourra être complétée suite à l'analyse préalable des risques de l'opération. Les reprises de poste de travail, décidées par le maître d'ouvrage et ses représentants, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que risque de chute, ensevelissement, etc.), le CSPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger et fournir un compte rendu simultané au maître de l'ouvrage (avec preuves photographiques à l'appui). Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal.

Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du CSPS, sont également consignées dans le registre avec la description de l'incident, des mesures prises, l'indication de(s) l'entreprise(s) et des personnels concernés.

Le coordonnateur SPS a la faculté d'organiser toutes réunions qu'il juge utiles avec les différents intervenants pouvant être concernés par un arrêt de poste de travail ou de chantier. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre devront systématiquement être informés et conviés.

En cas de litige entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c'est le maître d'ouvrage qui arbitrera. Le maître d'ouvrage doit informer les autres intervenants de l'autorité, notamment le maître d'œuvre, conférée au coordonnateur SPS.

## **2.5 Moyens mis à disposition du coordonnateur SPS par le MOA**

### **En phase conception**

- Informations et invitations/convocations du coordonnateur SPS aux réunions de conception du maître d'œuvre, de l'ordre du jour et des comptes rendus.
- Transmission au coordonnateur SPS des contrats des autres intervenants y compris du maître d'œuvre.
- Fournitures, à la charge du maître d'ouvrage, des documents de conception avant la remise des observations ou l'élaboration des pièces en lien avec la mission de coordination.
- Si disponible, fourniture du rapport d'étude géotechnique faisant apparaître les recommandations et conclusions du géotechnicien notamment sur la tenue du sol et le suivi des travaux en phase provisoire.

- Si disponible, fourniture des études et des diagnostics préalables (par exemple en cas de travaux de démolition ou de réhabilitation) permettant de recueillir les renseignements concernant notamment :
  - la nature, la résistance et la stabilité de la construction à démolir et de ses divers éléments ;
  - le repérage des ouvrages voisins, leur résistance, l'influence de la démolition sur leur stabilité ;
  - le recensement des éléments à risques spécifiques en raison, entre autres, de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité (amiante, plomb, pyralène, métaux lourds...).
- Si disponible, fourniture d'un plan de repérage des voies et réseaux existants aériens ou enterrés sur les domaines public et privé.
- Le cas échéant, remise des DIUO existants.

#### **En phase exécution :**

- Communication dès que le maître d'ouvrage en a connaissance des coordonnées de tous les intervenants sur le chantier. Toutefois, si les coordonnées d'un acteur lui faisaient défaut et que celles-ci s'avéraient indispensables à la bonne exécution de sa mission, il aurait l'obligation d'en solliciter les coordonnées auprès du MOA.
- Indication par le maître d'ouvrage de la date de début des travaux et de réception de l'ouvrage.
- Le coordonnateur SPS peut demander au maître d'ouvrage de faire pallier les manquements d'une entreprise concernant les mesures de prévention prescrites par la réglementation, définies par le PGC et les dispositions prévues au PPSPS, par l'intervention d'une autre entreprise, financée par l'application de pénalités financières.
- Fourniture à la charge du maître d'ouvrage des documents d'exécution avant la remise des observations ou l'élaboration des pièces en lien avec la coordination SPS.
- Fourniture du plan d'installation de chantier et des plannings généraux et détaillés d'exécution Information du coordonnateur SPS des réunions de maîtrise d'œuvre.
- Mise à disposition d'un accès permanent à la zone chantier.

Toutefois, l'engagement du maître d'ouvrage à transmettre toutes ces informations dont il disposerait ne saurait délier le titulaire de sa responsabilité à réclamer au MOA ou à tout autre intervenant sur le chantier toute information ou élément indispensable à la bonne exécution de sa mission.

## **2.6 Dispositions d'autorisation d'accès au chantier (tous niveaux de mission)**

Le coordonnateur informe le MOE de ses avis sur les PPSPS ou PPSPSS de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, refuser l'accès au chantier à l'entreprise, si celle-ci ne répond pas à ses obligations de sécurité. Il diffuse une copie de cet avis au maître d'ouvrage pour information.

Le coordonnateur prendra les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées en matière de sécurité, c'est-à-dire disposant des consignes de sécurité applicables au chantier, puissent accéder au chantier, en application du R4532-16, aux fins définies au L4532-2 du code du travail.

## **2.7 Risques sanitaires**

Le titulaire s'assure de la mise en œuvre de toutes mesures urgentes ou spécifiques destinées à garantir les mesures de prévention et les conditions sanitaires nécessaires aux personnels appelés à intervenir dans la conception, les études d'exécution ou la réalisation de l'ouvrage, en cas de risque sanitaire.

## **2.8 Amiante et autres produits dangereux**

Le titulaire s'engage à assister le maître de l'ouvrage dans la gestion des risques liée à l'amiante et tout autre produit réputé dangereux (plomb, pyralène...). Il doit l'alerter en cas d'absence de réalisation d'une mission de repérage amiante et/ou plomb et intégrer des éléments pertinents des rapports du repérage dans la rédaction du PGCSPS ou PGSCSPS.

En outre, il s'assure que les rapports amiante avant travaux sont cohérents avec le programme de travaux. Notamment, en cas de modification du périmètre de travaux, il attire l'attention du maître d'ouvrage si des investigations complémentaires sont à prévoir.

## **2.9 Utilisation du BIM**

Dans l'hypothèse où la Maitrise d'ouvrage a mis en place un BIM collaboratif, le CSPS dans le cadre des différentes missions qui lui sont confiées, prend en compte dans ses échanges avec les autres intervenants le format des pièces à respecter selon le processus formalisé dans la convention BIM. La prise en compte de ces spécificités liées à l'outil BIM est réputée comprise dans la mission et sa rémunération.

L'existence de cette particularité est précisée par le MOA lors de la commande de la mission.

## **Article 3 – Missions du coordonnateur SPS – (Grille forfaitaire)**

Dans le cadre de la mission qui lui incombe, et avec la coopération du maître d'œuvre, le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention, afin de prévenir les risques liés aux coactivités simultanées ou successives dans la réalisation de l'ouvrage et les risques liés aux interventions ultérieures sur l'ouvrage. Il en sera de même pour le maître d'œuvre.

Les missions confiées au CSPS sont déterminées par bon commande (ou expression de) émanant du Maître d'Ouvrage ; celui-ci choisit de lui confier les éléments de missions dès la phase conception du projet et/ou la phase de réalisation du projet. Ces éléments de mission sont décomposés comme ci-après et correspondent à des Unités d'œuvre (UO) dont la rémunération est détaillée en annexe financière du présent accord-cadre.

Pour les opérations inférieurs à 300 k€, le maître d'ouvrage confie au titulaire l'ensemble de la mission au titre d'un forfait global (UO CSPS1-1 & UO CSPS1-2 ; UO CSPS2-1 & UO CSPS 2-2 et UO CSPS 3).

Aux fins précisées à l'article L4532-2 du code du travail et pour le compte du maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS accomplit les missions suivantes :

### **3.1 Phase de conception**

#### 3.1.1 Phase Esquisse – Diagnostic – UO CSPS 1-1

Le coordinateur SPS doit :

- Ouvrir le registre journal de coordination (RJC) dès la notification du bon de commande.
- Analyser le dossier ESQ ou DIAG et toutes pièces ou études réalisées (diagnostics préalables, DIUO existant, étude géotechnique, ...) et transmettre ses préconisations au travers d'un document de synthèse au maître d'ouvrage et une copie à l'équipe de maîtrise d'œuvre.
- Si besoin, participer à une réunion de conception avec le maître d'œuvre afin d'analyser conjointement les points liés à la sécurité du chantier et aux interventions ultérieures à intégrer au projet.

#### 3.1.2 Phase avant-projet sommaire – UO CSPS 1-1

Le coordinateur SPS doit :

- Effectuer une visite préalable du site et de ses abords si besoin avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre duquel est implanté le chantier, visant à :
  - Délimiter le chantier ;
  - Matérialiser les zones de dangers spécifiques ;
  - Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins ;
  - Définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel ;
  - Veiller à ce que la demande de renseignements faite par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existants sur l'emprise et à proximité du projet ait été faite.
  - Arrêter les consignes de sécurité.
- Analyser le dossier APS, et s'il estime nécessaire suggérer au maître d'ouvrage des investigations complémentaires.
- Élaborer le PGC.
- Constituer le DIUO.
- Sur convocation du maître d'ouvrage, participer aux réunions organisées et proposer, si besoin, une réunion regroupant le CSPS, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.
- Emettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le journal registre de coordination, dont l'analyse des risques pour les futurs travaux.
- Si plusieurs opérations sont conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, accompagner celui avec lequel il est en lien contractuel, dans la concertation avec les autres maître d'ouvrage en vue de prévenir les risques de l'interférence des interventions.

#### 3.1.3 Phase avant-projet définitif – UO CSPS 1-1

Le coordinateur SPS doit :

Analyser le dossier avant-projet définitif, faire des propositions et les transmettre au travers d'un document de synthèse à l'équipe de maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Mise à jour du registre journal de coordination.

Emettre un avis sur les préconisations du maître d'œuvre suite aux analyses et diagnostics complémentaires.

Assister, si besoin, le maître d'ouvrage pour la rédaction des déclarations préalables qui sont transmises par le maître de l'ouvrage à l'OPPBTP et à l'inspection du travail à joindre au dépôt de permis de construire.

Sur convocation du maître d'ouvrage, participer aux réunions organisées par le maître d'œuvre et propose, si besoin, une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre.

Mettre à jour le PGC et le DIUO.

#### 3.1.4. Phase PRO – DCE – UO CSPS 1-2

Le coordonnateur SPS doit :

##### - En phase PRO-DCE :

- veiller que suite à la demande de renseignements réalisée par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans leurs dossier de consultation aux entreprises (DCE) ;
- proposer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage d'intégrer dans les choix techniques les dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures ;
- définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le plan général de coordination (PGC), leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier ;
- en application des principes généraux de prévention, donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles ;
- prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (levage, échafaudages ...) ;
- mettre à jour le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la remise de l'avant-projet définitif, le compléter aux différentes phases de l'opération et établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation (le PGC initial fait partie du dossier de consultation remis aux entreprises) ;
- sur demande du maître de l'ouvrage, analyser le dossier de consultation d'entreprises complet (Plans, CCTP, CCAP, Décomposition du prix global et forfaitaire...) afin de s'assurer de l'intégration des préconisations émises lors des étapes précédents au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, et de la cohérence des pièces écrites avec le PGC ;
- Pour les opérations de catégorie 1, élaborer un projet de règlement du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) intégré dans le DCE, avec notamment des mesures coercitives pour les entreprises qui ne participeraient pas ;
- compléter le registre - journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa ;

- Compléter le Dossier Interventions Ulérieures sur l'ouvrage (DIUO) et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises ;
- participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC, , le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage et veiller à la prise en compte des risques liés aux coactivités simultanées et/ou successives
- réaliser une passation de consignes avec le coordonnateur SPS de réalisation s'il est différent du coordonnateur SPS conception notifiée par un procès-verbal et mentionnée sur le registre journal. Une copie sera transmise au maître d'ouvrage.

- En phase ACT :

- émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, sur l'aspect sécurité et santé lors du chantier des offres remises par les entreprises candidates, analyser les mémoires techniques des candidats.

## 3.2 Phase préparation et exécution

### 3.2.1 Phase préparation de chantier - Préparation des interventions des entreprises - UO CSPS 2-1

Le coordonnateur SPS doit :

- Suite à la visite préalable du site et à la validation des dispositions avec le maître d'œuvre, communiquer aux entreprises :
  - les consignes de sécurité arrêtées
  - l'organisation des premiers secours
  - la description du dispositif mis en place à cet effet  
=> Ces dispositions sont consignées dans le plan général de coordination ou la notice
- s'assurer de la mise en œuvre des mesures de contrôle d'accès ;
- mettre à jour la déclaration préalable ;
- organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, présentes ou non sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune se déroule préalablement à la remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- délimiter le chantier en concertation avec la ou les entreprises en charge des installations de chantier ; matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier ;
- préciser les voies de circulation que peuvent emprunter le personnel, les véhicules et engins de toutes nature ;
- recevoir les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) des entreprises titulaires ou sous-traitantes. Ces dernières disposent de 30 jours (ou 8 jours, sur

demande du maître d'ouvrage) suivant la visite d'inspection commune, pour établir ce document préalable au démarrage des travaux ;

- communiquer, après transmission des informations par le maître d'ouvrage, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs ;
- communiquer obligatoirement dans le cas d'opération de construction de bâtiment aux autres entrepreneurs, les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers ;
- vérifier, à réception des PPSPS, leur harmonisation et leur conformité avec les dispositions du PGC et si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conformes au PGC
- tenir à jour et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier ;
- compléter le registre journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa. Une copie du document pourra être disponible sur le chantier. Le Registre – Journal sera présenté à leur demande aux organismes concernés ;
- participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes rendus ;
- émettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre-journal ;
- veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux ;
- donner un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel.

### 3.2.2 Phase exécution - UO CSPS 2-2

Le coordonnateur SPS doit :

- Compléter et adapter le PGC en fonction de l'évolution du chantier et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants.
- Veiller à l'application du PPSPS et des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent, par des contrôles et inspections de chantier.
- Tenir à jour et conserver le RJC en permanence sur le chantier, accessible au maître de l'ouvrage et à toute autorité de contrôle. Le mobilier de conservation est à mis à disposition par le titulaire chargé de la base vie du chantier. Cette obligation peut être modulée à une exigence de capacité de présentation du RJC si celui-ci est dématérialisé.
- Compléter, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le DIUO.
- Demander aux titulaires des marchés de travaux, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques et notices d'utilisation permettant de compléter le DIUO.
- Faire porter ses demandes de documents techniques sur le compte-rendu de réunion de chantier, établi entre le maître d'œuvre et les entreprises de travaux. Participer aux réunions de chantier sur convocation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage et assurer un suivi régulier du chantier par les visites périodiques et inopinées hebdomadaires.
- Émettre, suite à sa participation aux réunions, aux visites de chantier, à l'analyse des documents, des observations ou propositions, les consigner dans le registre-journal et

s'assurer que ses observations sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers.

- Produire des comptes rendus et communications diverses avec, autant que possible, photographies significatives à l'appui.
- Veiller à ce que les risques dus à la coactivité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux.

En complément pour les opérations de catégorie 1, le coordonnateur SPS doit :

- présider le CISSCT, constitué par le maître d'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux et rédiger les procès verbaux (PV) des réunions du CISSCT qui auront lieu au moins tous les 3 mois et les consigner sur un registre. L'adoption du règlement du CISSCT par toutes les entreprises peut être réalisée lors de la première réunion effective qui a lieu dès lors qu'il y a deux entreprises sur le chantier. L'ensemble des entreprises sera donc convié à cette réunion.

### **3.3 Phase réception et parfait achèvement - UO CSPS 3**

#### 3.3.1 Phase de réception des travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- à la réception des travaux, remettre la dernière version du PGC au maître d'ouvrage afin qu'il le conserve pendant 5 ans ;
- finaliser le DIUO, en collaboration avec le maître d'œuvre ;
- Le DIUO devra comporter, a minima, 5 parties :
  - Les renseignements administratifs.
  - Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'Etat).
  - Les documents annexés (éléments du dossier d'ouvrages exécutés (DOE), plan d'accès et de circulation...).
  - Les PV des transmissions du DIUO (dossier d'intervention ultérieure des ouvrages) au coordonnateur SPS réalisation, si différent du coordonnateur SPS conception et au maître d'ouvrage. L'ensemble de ces documents sera répertorié sur un bordereau.
- transmettre le DIUO, à la réception des travaux au maître d'ouvrage (un PV de transmission joint au dossier remis). Si le DIUO n'est pas complet en raison d'élément manquant de la part des entreprises ayant réalisé les travaux, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes et le corps d'état concerné ;
- compléter et faire viser le registre journal et le conserver pendant 5 ans.

#### 3.3.2. Phase post réception : levée de réserves et garantie de parfait achèvement

Le coordonnateur SPS doit :

- assurer le suivi des éléments manquants au DIUO pour le finaliser ;
- transmettre au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage le DIUO finalisé complet ;
- effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires pour suivre les levées de réserves ou désordres, si les travaux post-réception génèrent de la coactivité.



## **Article 4 – Prestations Complémentaires – (BPU)**

### **4.1 Coût horaire / demi-journée / journée – UO 1.1 à 1.3 (BPU)**

En cas de besoin ponctuel, hors cadre d'une opération, le maître d'ouvrage peut faire appel au titulaire par exemple pour une expertise ou autres compléments non prévus au forfait.

Les coûts horaires, à la demi-journée ou à la journée mentionnés à cet effet dans le bordereau des prix ont pour unique objet de permettre au maître d'ouvrage de commander des prestations complémentaires, non comprises dans la mission initiale, dont le montant global est forfaitaire. Il ne peut en aucun cas s'agir de procéder à la mise à disposition de personnel, ce qui constituerait un prêt illicite de main d'œuvre interdit par les articles L. 8241-1 et L. 8241-2 du Code du travail.

### **4.2 Plan de prévention ou visite complémentaires – UO 2 (BPU)**

En cas de besoin ponctuel, hors cadre d'une opération (défini dans la grille de prix), le maître d'ouvrage peut faire appel au titulaire pour la réalisation d'un plan de prévention, de visites complémentaires/réunions.

### **4.3 Hypothèse de reprise de la mission suite à défaillance – UO 3 (BPU)**

Dans le cas où le Maître d'ouvrage sollicite le titulaire suite à une défaillance d'un prestataire précédent, que ce soit en phase conception ou en phase réalisation de l'opération, le titulaire se doit de reprendre tous documents, plannings, CR et autres livrables réalisés par le prestataire précédent, ainsi que ceux des autres intervenants afin d'avoir une vision complète de l'opération et toutes informations nécessaires à la bonne réalisation de sa mission.

Il se doit également d'en vérifier la conformité et cohérence afin de garantir la bonne poursuite des opérations et impératifs de la mission confiée.

Ce travail de reprise donne lieu à une rémunération en sus des UO commandées. Cette prestation de reprise est déterminée dans l'annexe financière (BPU). Elle ne concerne pas le cas où il est commandé au titulaire uniquement les prestations en phase réalisation, alors qu'il n'a pas participé à la phase conception.

## **Article 5 – Disponibilité, délais d'intervention, livrables et pénalités associées**

### **5.1 Disponibilité et temps de présence**

Pour les phases de réalisation de l'opération (préparation et exécution du chantier), le bon déroulement de la mission demande de la part du coordonnateur d'être proactif et d'anticiper les événements et de prendre les décisions et les initiatives nécessaires en temps voulu.

Il requiert donc pour ces éléments de la mission un temps de présence sur les chantiers correspondant minimum :

- Pour la phase de préparation : à une participation à la réunion hebdomadaire de chantier.
- Pour la phase d'exécution : à une visite inopinée hebdomadaire et une présence à la réunion hebdomadaire de chantier à chaque sollicitation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

## 5.2 Délais d'intervention et pénalités associées

Les dates prévisionnelles de démarrage des phases de conception et réalisation ainsi que leur durée prévisionnelle sont communiquées par le maître d'ouvrage lors de la demande d'établissement du devis (ou dans l'expression du besoin). Si la date est indiquée sur le devis, alors préciser que le devis est une annexe du BDC.

Cet article fixe, en fonction de la nature des missions, les délais au plus long des interventions du CSPS, sauf accord explicite entre le maître d'ouvrage et le CSPS. Si les délais convenus sont plus courts que ceux indiqués ci-dessous, les pénalités restent identiques.

Missions	Délais maximum	A compter de :	Pénalités associées
<b>Phase conception</b>			
Désignation physique du coordonnateur SPS et de son suppléant auprès de la MOA	5 jours ouvrés	A la réception du bon de commande	250 € / jour de retard
Rapport d'examen de chaque livrable des différentes phases de la conception du projet	2 semaines	De la transmission des documents par la MOA	200 € / jour de retard
Elaboration du PGC	2 semaines	De la transmission des documents par la MOA	200 € / jour de retard
Modification du PGC	1 semaine	De la transmission des documents modifiés	150 € / jour de retard
Elaboration du DIUO	3 semaines	De la transmission des documents projets par la MOA	150 € / jour de retard
Elaboration du règlement du CISSCT	2 semaines	De la transmission des documents projets par la MOA	200 € / jour de retard
<b>Phase préparation et exécution</b>			
Formulation d'avis sur la demande de la MOA	3 jours ouvrés	De la réception de la demande	150 € / jour de retard
Ouverture du registre journal de coordination	2 jours ouvrés	Impérativement avant l'ouverture du chantier	200 € / jour de retard
Examen des PPSPS et transmission des avis	5 jours ouvrés	De la réception des documents de l'entrepreneur	250 € / jour de retard

Visite d'inspection commune	5 jours ouvrés	De la réception de la demande de l'entrepreneur	250 € / jour de retard
Mise à jour du registre journal	Immédiat	De la visite du CSPS	100 € / jour de retard
Compte-rendu de visite et transmissions aux parties	2 jours ouvrés	De la visite du CSPS	100 € / jour de retard
Mise à jour du PGC	2 jours ouvrés	De la demande la MOA	150 € / jour de retard
Remise du DIUO provisoire	2 semaines	De la date de réception	200 € / jour de retard
<b>Phase réception</b>			
Remise du registre du journal au maitre d'ouvrage	4 semaines	De la date de réception	100 € / jour de retard
Remise du DIUO définitif	2 mois	A compter de la réception des travaux	150 € / jour de retard